

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 3 juin, de la motion de l'honorable M. Benson (ministre des Finances), proposant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de voir qu'on a laissé le ministre des Finances (M. Benson) venir à l'école et qu'on ne l'en a pas excusé tout simplement, qu'il est ici pour répondre aux critiques et commentaires sur le budget. Il convient tout à fait qu'il soit ici pour discuter de taux d'intérêt et de la déclaration qu'il est censé avoir faite. J'ignore comment le premier ministre (M. Trudeau) fixe ses priorités quant aux endroits où il y a lieu de donner des renseignements, mais il me semble qu'on a encore fait fi des droits et prérogatives de la Chambre. Le gouvernement annonce certaines nouvelles et politiques à la télévision à Calgary, à Vancouver, là où un ministre peut se trouver à un moment donné, partout où on pense pouvoir s'attirer le plus de gloriole politique.

Mardi dernier, nous avons discuté du budget. Bien entendu, il est assez difficile de voir tous les détails du budget de prime abord. Ma situation était la même cette année que dans le passé immédiat quand j'ai lu le budget en vue d'en commenter les détails. Je dirai d'abord que le ministre a dit qu'il s'agissait d'un budget anti-inflationniste. Nous étions censés, je suppose, pousser des hourras avec lui parce que le gouvernement reconnaît enfin que l'inflation est l'un de nos pires problèmes. Il en a été question de temps à autre. Le prédécesseur du ministre, après en avoir vraiment fait peu de cas, nous est arrivé en 1967 avec de grandes histoires tristes au sujet de l'inflation et de ses maux.

Si le ministre estime qu'ayant maintenant présenté un budget, le gouvernement n'a plus qu'à s'occuper du problème de l'inflation, qu'il me permette de lui dire, ainsi qu'aux députés, qu'il est très loin du compte, car ce budget, selon moi, ne règle pas adéquatement la question de l'inflation. Le ministre n'a pas soufflé mot des taux d'intérêt si ce n'est pour dire qu'ils étaient malheureusement très élevés. Les taux d'intérêt, y compris ceux qu'on réclame au gouvernement ne cessent de mon-

ter. Il me suffit de signaler les bulletins hebdomadaires de la Banque du Canada. Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails à ce sujet, car je ne veux pas accaparer plus de temps qu'il n'en faut dans ce débat limité pour m'étendre en long et en large sur toutes les fluctuations des taux d'intérêt, dans la mesure où elles touchent le gouvernement.

Il est absolument nécessaire que le ministre soit ici aujourd'hui car on a annoncé aux États-Unis—et le ministre ne se fait jamais faute de signaler, lorsqu'on discute des taux d'intérêt au Canada, que ceux des États-Unis influent sur les nôtres, ce qui est indubitable—que le taux sur les prêts de premier ordre à New York, serait porté à 8½ p. 100, soit une augmentation de 1 p. 100. Le ministre devrait être présent afin de communiquer à la Chambre le résultat de la conférence qu'il a tenue avec ses fonctionnaires à la suite de l'annonce faite ce matin.

L'hon. M. Benson: Je suis ici.

L'hon. M. Lambert: On a fait grand cas la semaine dernière à la Chambre de ce qu'une des banques à charte du Canada avait porté son taux sur les prêts de premier ordre à 7¾ p. 100. Devons-nous maintenant nous attendre à ce que le taux de la Banque du Canada augmente encore et que les banques à charte suivent son exemple? Nous aurions alors un taux de 8½ p. 100 sur les prêts de premier ordre. Si le taux de base sur les prêts commerciaux est porté à 8½ p. 100, est-ce à dire que le taux sur les hypothèques immobilières passera à 10 p. 100 au cours du prochain trimestre? Ce sont les points qu'il faut débattre et dont le ministre devrait parler cet après-midi à la Chambre.

● (3.00 p.m.)

Dans son discours du budget, le ministre n'a pas donné, non plus, d'indication quant aux dépenses des divers niveaux de gouvernement, même si les documents budgétaires renferment certains renseignements à ce sujet. Le gouvernement s'est vanté d'avoir présenté un budget excédentaire, et dans une certaine émission télévisée et qui a suivi le discours du budget dont j'ai lu la transcription, le ministre a indiqué que le gouvernement s'était occupé du problème de l'inflation au point de retirer de l'économie 11 milliards de dollars, ce qui est beaucoup. En outre, il y a l'impôt additionnel contenu dans le budget d'octobre dernier; c'est donc, presque 1 milliard de dollars du produit national brut qui sera supprimé.

Le ministre faisait face à une augmentation des dépenses de quelque 880 millions de dol-